

REÇU LE 24 JUIN 2010



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Service protection de l'Environnement
Industriel et Agricole

Annecy, le 21 juin 2010

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE,
Chevalier de la légion d'honneur,

Arrêté DDPP n° 2010.155

Mise en demeure - Société Savoyarde du Meuble à Thonon-les-Bains

VU le Code de l'environnement, et notamment l'article L 514-1 de la partie législative ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 24 juillet 2009 portant nomination de M. Jean-Luc VIDELAINE, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004 - 1652 du 22 juillet 2004 autorisant la société SAVOYARDE DU MEUBLE, division Espalux Expansion, à exploiter un établissement de fabrication de mobilier en bois sur le territoire de la commune de THONON-LES-BAINS en zone industrielle de Vongy ;

VU la partie réglementaire du Code de l'environnement, notamment les articles R.512 - 39 -1 à R.512 - 39 - 6 relatifs à la mise à l'arrêt définitif d'installations soumises à autorisation et les articles R.543 - 17 à R. 543 - 41 relatifs aux substances dites « PCB » ;

CONSIDERANT que les installations ont été mises à l'arrêt définitif par CAUVAL - INDUSTRIES sis 8 allée des palombes à LOGNES (77185) ;

CONSIDERANT que les anomalies constatées par l'inspection des installations classées constituent autant d'inobservations des prescriptions édictées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient dès lors de faire application des dispositions prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement, et de mettre en demeure de satisfaire à cette obligation dans un délai déterminé ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 10 mai 2010 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1

Dans un délai de trois mois, le directeur de CAUVAL – INDUSTRIE, dernier exploitant du site de THONON-LES-BAINS est mis en demeure de respecter les dispositions des articles R. 512-39-1 et R. 543-25 du code de l'environnement, notamment en mettant en œuvre les dispositions suivantes :

- notifier au préfet l'arrêt définitif des installations ;
- indiquer les mesures prises pour assurer la mise en sécurité du site ;
- éliminer les produits combustibles tels que les palettes et les panneaux de particules ;
- éliminer la cuve aérienne ayant contenu des hydrocarbures et les quelques produits dangereux tels que l'huile et la colle à bois ;
- joindre à la notification tous les bordereaux de suivi de déchets dangereux émis depuis 2005 suite à la fermeture du site ;
- joindre à la notification un document permettant de justifier la neutralisation de la cuve enterrée ;
- éliminer le transformateur aux PCB dans les conditions fixées à l'article R.543-33 du code de l'environnement ;

Article 2

En application des articles R.543-26 et R.543-27 du code de l'environnement, l'exploitant devra déclarer le transformateur aux PCB à l'inventaire national des appareils contenant un volume de PCB supérieur à 5 dm³ sur le site <http://pcb.sinoe.org>

Article 3

Après élimination du transformateur aux PCB, l'exploitant procédera à un sondage et à une analyse de PCB dans le sol au droit de l'emplacement du transformateur afin d'évaluer les effets de cette installation sur son environnement.

Article 4

Le coût des mesures mises en œuvre pour le respect des prescriptions des articles 1 à 3 ci-dessus est à la charge de l'exploitant.

Article 5

En cas d'inobservation des dispositions fixées aux articles 1 à 3 ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

Article 6

Le présent arrêté sera notifié au directeur de CAUVAL-INDUSTRIES.

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 7

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute Savoie, Madame la directrice départementale de la protection des populations et monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement pour la région Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à monsieur le maire de THONON-LES-BAINS

Pour ampliation,
L'adjointe au chef de service,


Odile PETIT



Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le secrétaire général,

Signé Jean-François RAFFY